

**JOURNAL
OF
ORIENTAL AND AFRICAN
STUDIES**

VOLUME 25 (2016)

Offprint

Nestor Alopkaï, Roch L. Mongbo, Augustin Aoudji

Les interventions des projets de développement en zone rurale sur
les terres de barre du plateau d'Abomey : typologie, approche
et perceptions de leur impact sur la réduction de la pauvreté



ATHENS – GREECE

LES INTERVENTIONS DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT
EN ZONE RURALE SUR LE PLATEAU D'ABOMEY : TYPOLOGIE,
APPROCHES ET PERCEPTIONS DE LEUR IMPACT SUR DE LA
PAUVRETÉ

1. Introduction

Depuis des décennies, l'Afrique est le théâtre d'une multitude de projets d'aide extérieure. En effet, diverses organisations participent concrètement à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines en fournissant des fonds pour des projets divers (Lemay, 2011). Cependant, cette volonté de changer positivement le cours du développement dans les pays pauvres n'a pas conduit à une amélioration fondamentale dans les pays de l'Afrique Subsaharienne et c'est le cas depuis les indépendances selon Amouzou (2010) qui parle plutôt du mythe du développement de l'Afrique Noire. Selon lui « depuis la période des indépendances jusqu'à ce jour, d'innombrables projets ont été initiés aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain pour tenter de réduire les maux dont souffrent cruellement les hommes et les femmes. Ces nombreux projets de développement exécutés à coup de millions de dollars dans les villes et villages n'ont pas permis de sortir les habitants de l'ornière. La preuve en est que la pauvreté a au contraire gagné du terrain et a rendu les déshérités plus démunis que par le passé ». Le même paradoxe d'enfoncement dans la pauvreté a été aussi relevé par Saussey (2011: 113-128) par rapport aux projets de « bien-être » pour les femmes burkinabé produisant du beurre de karité. Delcourt (2008) souligne aussi que malgré l'abondance de projets issus de l'aide publique au développement, la pauvreté ne se résorbe pas, les inégalités persistent, les injustices demeurent, la coopération qui avait été conçue et institutionnalisée comme outil de changement social, comme engrais de bonification à long terme, se retrouve sur la sellette : elle n'a pas su se mesurer aux forces qui font le monde, elle a perdu son combat pour l'égalité. Ainsi, certains auteurs concluent un large échec de l'aide au développement qui a été fondée sur une idéologie du rattrapage (Guillaumont et Wagner, 2013). En outre, cette aide publique au développement si peu contestée dans son principe n'a cessé d'être le théâtre de prédatons, d'escroqueries, de détournements, d'enlisements massifs au point d'être trop souvent une « aide secrète au contre-développement », de faire prospérer les habitudes et les individus les moins reluisants du pays destinataire (Olivier, 2004). Selon Tshiebue (2011), les raisons de cet échec

sont d'une part liée à la méconnaissance de la capacité de mobilisation et d'organisation, mais aussi de résistance et d'opposition des acteurs à la base à des actions conçues en dehors d'eux et d'autres part à une inadéquation entre demandes de développement de ces derniers et les offres actuelles des acteurs modernisateurs ou néo-modernisateurs. En effet, il lie les échecs à un fort décalage entre les promesses dans les discours sur le développement et les réalités concrètes vécues par les populations cibles des différentes interventions. De ce fait, d'autres auteurs (Ravallion, 2012 ; Lagneau-Ymonet, 2013) appellent à « repenser les stratégies globales de lutte contre la pauvreté ». Par surcroît, ils appellent surtout à repenser les interventions pour le développement à travers les projets et programmes de lutte contre la pauvreté. Ainsi, Platteau (2013) faisant allusions à la captation de l'aide étrangère par les élites suggère de trouver et adopter impérativement des procédures satisfaisantes pour évaluer dans quelle mesure les citoyens de base profitent des projets de développement communautaire. Pour Ndikumana (2012), des évaluations bien conçues et soigneusement mises en œuvre pourraient contribuer à réduire ces écarts et des rapports de meilleure qualité ainsi que la transparence sur les résultats de l'aide pourraient faire progresser l'ordre du jour de l'efficacité de l'aide. De cette littérature, il ressort deux problèmes majeurs qui conduisent aux échecs des projets de développement. Il s'agit en premier lieu des difficultés d'adopter une approche qui permettent de prendre en compte les besoins réels des bénéficiaires qui pourraient conduire à une véritable participation de leur part aussi bien lors des diagnostics que la mise en œuvre des projets. Deuxièmement, les questions liées à la fiabilité de l'évaluation qui aidera à aboutir à des solutions appropriées pour une meilleure réussite des projets de développement. En ce qui concerne les approches d'intervention, celles participatives initiées par plusieurs auteurs (Chambers, 1992, 1994) et les critiques de certains autres (Mosse, 1993 ; Olivier de Sardan 2000 et 2003) sont en vogue pour la plupart des interventions pour le développement. Cependant, plusieurs défaillances dans l'application de cette approche participative du développement conduisent parfois les projets et programmes à se heurter aux réalités sociologiques préjudiciables à la bonne marche des activités de développement. En effet, malgré un discours nourri sur les avancées des approches participatives, celles-ci se sont révélées difficiles à mettre en œuvre, relevant souvent de processus artificiels, tels des débats citoyens mis en place pour satisfaire la volonté des bailleurs de fond que les États, voire les populations ne se sont pas réellement appropriés (Campbell, 2010). Ainsi, Carothers et Gramont (2013), proposent de faire « une ingénierie rénovée de l'action publique et de son évaluation, fondée sur l'expertise microéconomique ». Pour Gabas et Laporte (2012), en matière de lutte contre la pauvreté, comme dans les politiques publiques en général, il est convenu que toute intervention sur un en-

jeu doit être précédée d'une mesure de cet enjeu selon les indicateurs les plus « scientifiques » et rigoureux possibles. Cependant, la question des évaluations des interventions pour le développement demeure toujours quant à leur pertinence, les niveaux de leur réalisation et la fiabilité des résultats auxquels elles aboutissent. Ainsi, Mansouri et Rao (2003) et Platteau (2013), font remarquer que même quand elles ont lieu, les évaluations sont souvent biaisées en faveur des projets de développement communautaire. A ce niveau, une « culture de l'éloge » prévaut chez tous les acteurs impliqués, qui ont tendance à « résister à la présence des évaluateurs et à tenter d'influencer leur travail pour présenter des résultats qui traceront un tableau plus favorable. Cette absence d'évaluations fiables interdit tout apprentissage par la pratique là où nous en avons le plus besoin. Cependant, on relève ici un problème majeur à savoir le biais des évaluations de projets spécifiques en présence des gestionnaires qui du fait influencent les réponses des bénéficiaires. En outre, plusieurs évaluations de projets se focalisent sur l'ampleur des fonds alloués et des réalisations physiques au détriment des effets réels produits sur les bénéficiaires. De ce fait, Lemay (2011) suggère dans l'approfondissement de l'analyse d'impact des projets, l'inclusion des effets directs sur le citoyen au lieu de prendre en compte seulement la pertinence des fonds allouer comme le font souvent les bailleurs de fonds eux-mêmes pour évaluer les projets. Duflo (2009) postule que « l'efficacité des programmes sociaux serait nettement améliorée si les décisions politiques étaient fondées sur des preuves scientifiques rigoureuses ». La méthode qu'elle suggère d'utiliser pour tester cette hypothèse est l'évaluation aléatoire : il s'agit d'évaluer de façon objective et rigoureuse les programmes de développement afin d'en comprendre l'impact, la performance et de veiller à la bonne utilisation des fonds dédiés. Cependant, pour Ckokor (2004), c'est plutôt la compréhension profonde des perceptions, des adaptations et des circonstances sociales dans lesquelles vivent les communautés rurales les plus fragilisées qui aiderait beaucoup à l'atteinte des objectifs des programmes de réduction de pauvreté.

Au Bénin, outre les dépenses administratives de l'Etat et les centaines de projets initiés à travers les ONG internationales, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) a dénombré à elle seule 41 projets d'envergure mobilisant près de 200 milliards de FCFA de financement entre 2004 et 2008 pour la promotion de l'agriculture principalement en milieu rural (MAEP, 2007). Cependant, il paraît difficile de nos jours d'appréhender leur impact en termes de coût-efficacité sur la réduction de la pauvreté dans notre pays. Le Bénin est aussi perçu comme un « pays projets » où beaucoup de projets de développement (étatique et non étatique) et d'ONG nationales et internationales interviennent depuis les années 1990 qui a connu l'accession du pays à un régime démocratique auréolé de la libérali-

sation du paysage économique et politique. Pourtant, il n'y a presque pas eu d'études d'impact quant à l'apport des projets de développement dans la réduction de la pauvreté. D'un autre côté, les tentatives d'analyse des interventions pour le développement et la réduction de la pauvreté à l'échelle nationale, se sont surtout focalisées sur la dimension communautaire de l'échec des projets et programmes de développement et les conflits y afférents (Bierschenk, Chauveau et Olivier de Sardan, 2000). De ce fait, les questions suivantes demeurent, à savoir : Quels sont les types de projets mis en œuvre pour la réduction de la pauvreté au Bénin? Quelle frange de la population en bénéficie réellement ? Et quelles sont les perceptions des bénéficiaires de ces projets et des effets réels sur leur bien-être ?

En réponse aux questions ci-dessus, le présent article présente les résultats d'une étude qualitative de l'intervention des projets de développement dans les communes de Zakpota et d'Agbangnizoun situées dans le département du Zou. En effet, le département du Zou et principalement la zone de terre de barre du plateau d'Abomey, est l'une des zones les plus pauvres du Bénin (INSAE, 2011) et qui a connu à l'instar de tout le pays beaucoup d'interventions de projets mais aussi avec beaucoup de disparité entre les villages. De ce fait, nous avons opté pour une approche de choix des villages orientée sur deux typologies à savoir « village à forte intervention de projets » et « village à faible intervention de projets ». Ce choix résulte du fait que nous ne nous sommes pas focalisés sur les actions d'un projet spécifique (ce qui est courant dans les évaluations avec une zone de contrôle et une zone témoin ou une approche « avec ou sans », voir Banerjee et Duflo, 2009), mais aussi du fait qu'il n'y a presque pas de villages sur le plateau d'Abomey qui n'ait bénéficié d'aucune intervention de projets. De ce fait, nous avons opté pour une approche d'évaluation participative ex-post des projets de développement en référence à « l'approche participative d'évaluation de la pauvreté » utilisée par Nganda (2011, p74). De façon spécifique, cette étude a permis de faire une typologie des projets qui sont intervenus dans ces deux communes sur les terres de barre du plateau d'Abomey depuis les années 2000 suivant leurs domaines d'intervention, les approches utilisées et la perception des bénéficiaires sur leurs réussites ou leurs échecs dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

2. Méthodologie de recherche

2.1. Le choix des villages d'étude et des ménages

A ce niveau, une collecte de données a été réalisée sur la base de questionnaires dans tous les arrondissements des communes d'Agbangnizoun et de Zakpota. Il a été administré à l'échelle d'arrondissement à des informateurs clés. Ces derniers sont généralement des élus locaux (chefs d'arrondissement ou de villages) généralement assistés de quatre à cinq personnes res-

sources connaissant le village et son profil historique. Cette collecte de données a été réalisée dans les 10 arrondissements de la commune d'Agbangnizoun et les 8 arrondissements de la commune de Zakpota. Après le niveau communal, les données obtenues au niveau des arrondissements ont été soumises aux élus communaux, aux agents et responsables de services déconcentrés (Centre Agricole Régionale pour le Développement Rural, Centre de santé, Centre de Promotion Social et Circonscription Scolaire) pour validation. Les données recueillies ont servi à établir le profil des interventions dans chaque commune de même que les domaines de concentration et les zones à forte ou à faible concentration de l'intervention des projets. Il est à souligner que la notion de « forte intervention » ou « faible intervention » de projets est relative et provient d'une simple comparaison de l'intervention des projets entre zones de chaque commune et de la perception des informateurs clés. Ce processus a permis de retenir Towéta (Agbangnizoun) et Allohoun-Kodota (Zakpota) comme villages à forte intervention de projets de développement et Gnizinta (Agbangnizoun) et Somè (Zakpota) comme villages à faible intervention de projets. Ensuite, dans chacun de ces villages, un dénombrement rapide des ménages a été réalisé; ce qui a permis d'élaborer une liste des ménages dans chaque village. De même, une procédure d'échantillonnage aléatoire systématique a permis de sélectionner pour les enquêtes individuelles, 50 chefs de ménages par village, soit au total 200 chefs de ménage dont 59 femmes et 141 hommes qui ont servi pour les enquêtes approfondies sur les projets sur base de questionnaire d'enquête. Enfin, 32 personnes (hommes, femmes, pauvres et non pauvres) ont été sélectionnées après les classifications par niveau de prospérité et qui nous ont livré des témoignages sur l'impact des projets sur ceux liés au domaine de promotion des activités génératrices de revenus (AGR). Enfin, nous tenons à préciser que les données ont été collectées de Septembre à Novembre 2013 et ont pris en compte les projets qui sont intervenus dans les zones d'études depuis l'an 2000.

2.2. Collecte des données

La méthode de collecte de données utilisée dans le cadre de cette recherche s'inspirent du fait que « chaque acteur d'un projet perçoit le succès suivant la dimension qui lui est propre et que les bénéficiaires ne sont préoccupés que par l'existence effective des impacts » (Diallo et Thuillier, 2005). En effet, ils ne sont pas nécessairement intéressés par la visibilité ou la gestion du projet, ce qui selon ces auteurs paraît cohérent et cela justifie notre approche centrée sur les bénéficiaires et non les gestionnaires ou les bailleurs de fonds de projets. La principale méthode de recherche s'est inspirée de l'approche d'Evaluation Participative de la Pauvreté appelée « Participatory Poverty Assessment (PPA) ». Cette dernière étant une extension de

l'approche « centré sur les acteurs » (Long, 1992) et du « Participatory Rural Appraisal » (Chambers, 1994). Elle a été beaucoup utilisée dans l'évaluation des projets par les ONG à l'initiative de la Banque Mondiale dans le cadre d'un large programme de consultation qui donne la parole aux pauvres (Narayan D. et al. 2000a, 2000b). Elle porte sur des enquêtes de type sociologique et anthropologique, qui recourent à diverses techniques telles que les entretiens ouverts ou semi-directifs, individuels ou en groupes focalisés, l'observation participante, etc. (Nganda, 2011, p74).

En effet, dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé plusieurs outils de collecte de données à savoir la collecte de données à travers les entretiens de focus group, la collecte de données à travers des entretiens semi-structurés à partir des questionnaires d'enquête, la triangulation et l'observation participante. Ce choix de combinaison d'outils de collecte de données a été utile pour éviter de tomber dans les biais de « populisme méthodologique » (Olivier de Sardan, 2003). Les données collectées sur base de questionnaire sont liées aux projets qui sont intervenus dans chaque village depuis les années 2000 et les perceptions des bénéficiaires sur leurs appuis, leurs différents domaines et approches d'intervention, les activités menées, le fait d'être bénéficiaire ou non de projets, les succès et échecs enregistrés lors de ces interventions et l'impact sur l'amélioration ou non des conditions de vie. En outre, nous avons recueilli certains témoignages au niveau de certains enquêtés et réalisés des focus group avec des informateurs clés de notre zone d'étude.

2.3. Analyse des données

Compte tenu des données collectées, la méthode d'analyse privilégiée est la méthode qualitative. Ainsi, l'analyse illustrative basée sur le contenu et l'analyse diachronique du contenu ont été utilisées pour analyser les témoignages tel que cela se fait sur les histoires de vie (Bertaux, 2003 ; Burrick, 2010). En ce qui concerne les données de questionnaires, elles ont été saisies dans le logiciel de base de données ACCESS 2010 et traitées dans EXCEL 2010. En outre, nous nous sommes inspirés du paradigme interprétatif (Dionne, 2009, p77 et Codjo, 2014, p106) pour traduire la réalité des acteurs, en tenant compte de la dynamique des interactions dans le contexte où leur action a lieu.

3. Résultats

3.1. Typologie et approches d'intervention des projets en zone rurale sur terre de barre

La typologie des interventions des projets en zone rurale sur terre de barre basée sur les domaines d'intervention est représentée sur la figure 1 ci-

dessous. Il ressort de ce graphique que le premier domaine d'intervention des projets en zone rurale sur terre de barre du plateau d'Abomey est la promotion des activités génératrices de revenus. Il concerne la promotion des activités agricoles, d'élevage, de transformation agroalimentaire et les microcrédits. La formation du capital humain à travers l'éducation vient en deuxième promotion suivi du secteur eau et assainissement (surtout l'accès à l'eau et très peu dans le volet assainissement). Les interventions des projets pour faciliter l'accès aux soins de santé ou sa prévention de même que les activités de promotion des droits des enfants et des femmes et la protection des enfants viennent en dernière position. Outre les domaines d'intervention, les projets recensés sont à 70% d'initiatives privées d'ONG locales, nationales ou internationales financées par des bailleurs de fonds étrangers (ONG, fondations, Agences d'aide et de coopération, etc.) et 29% d'initiatives gouvernementales financées sur fonds publics ou avec l'aide de financement de bailleurs de fonds étrangers et du système des Nations Unies (Banque Mondiale, FMI, FAO, PNUD, UNICEF, FNUAP, FIDA, etc.) ou de banques de développement. Les initiatives de financement sur fonds propres des communes et de donateurs locaux représentent environ 1%.

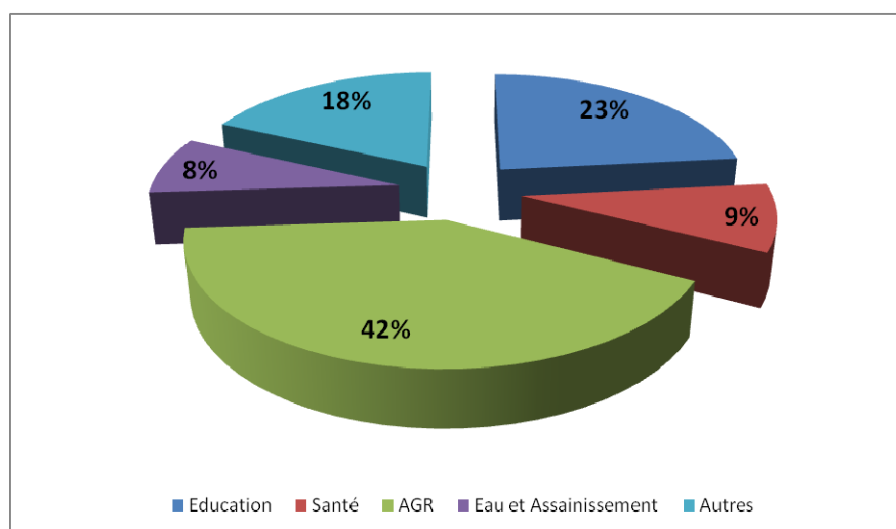


Figure 1 : Typologie de l'intervention des projets en zone rurale sur terre de barre

D'après les résultats obtenus sur le terrain, plusieurs projets interviennent dans divers domaines pour une amélioration des conditions de vie de la population. Dans le secteur de productions agricole et animal et de transformations agroalimentaires, ils développent des mécanismes de subventions qui permettent aux bénéficiaires de financer leurs activités de production à

travers l'achat des semences améliorées et d'engrais pour la campagne, de plants de production pour les plantations et de développer des élevages d'espèces telles que les lapins, les volailles et les porcins. En outre, ils permettent aux bénéficiaires surtout aux femmes de développer les activités de transformation des produits agricoles, le petit commerce et le commerce de produits agricoles. Certains programmes en cours dans les zones comme ceux de l'ONG BØRNEfonden et The Hunger Project, etc. mettent à la disposition des producteurs, des éleveurs et des femmes commerçantes et formatrices des microcrédits afin qu'ils puissent financer leurs activités productives, investir dans le développement des plantations et le commerce. Dans le domaine de promotion des activités génératrices de revenus, on a relevé que beaucoup de projets mettent de plus en plus l'accent sur la formation des bénéficiaires sur des thèmes variés liés à gestion des activités de production et des microcrédits, la gestion de la fertilité des sols, les techniques améliorées d'élevage, de production agricole et de transformation agroalimentaire, les techniques améliorées de stockage et de conservations et puis récemment à partir de l'année 2010 un accent particulier sur la mise en marché des produits et les chaînes de valeurs ajoutées. Ces actions permettent à certains bénéficiaires de nourrir leur famille et de subvenir à leurs besoins prioritaires de base.

En qui concerne les approches d'interventions, aussi bien les résultats des focus group que ceux des enquêtes individuelles ont montré que tous les projets utilisent des « approches participatives » dans leurs diverses interventions. Cependant, il est à souligné que cette participation se limite au fait que généralement, les projets se basent sur des comités locaux composés de représentants de bénéficiaires, de notables et d'élus locaux qui servent d'interface entre les bénéficiaires et eux. Aux dires des enquêtés, ces comités jouent un rôle fondamental dans l'expression des besoins ou des points de vue des bénéficiaires, la mobilisation communautaire et la résolution d'éventuels conflits entre le projet, la communauté et les bénéficiaires lors de la mise en œuvre des projets. Cependant, les bénéficiaires ou leur comité sont le plus souvent absents des processus de diagnostic ayant conduit à la conception du projet lui-même. Cet état de chose est plus fréquent dans les projets d'éducation et de santé que pour les autres domaines. En effet, dans les domaines de promotion des AGR et de l'eau et l'assainissement, on a relevé quelques tentatives d'implication des comités de bénéficiaires dans les diagnostics « avant-projet ». Les quelques cas de participation « avant-projet » évoqués dans le domaine des AGR concernent surtout des appuis aux Initiatives d'Économie Sociale (groupements de femmes surtout). Ainsi, les résultats ont aussi montré que les projets développent aussi bien des appuis individuels, collectifs à travers les Initiatives d'Économie Sociale (IES) que communautaires. En effet, les projets liés à l'eau optent généralement

pour des appuis communautaires. Les projets d'éducation comme ceux de la santé développent principalement des appuis communautaires (environ 80% des cas) à travers la mise en place d'infrastructures, d'équipements et leur gestion, mais aussi des appuis individuels comme par exemple la formation des enseignants et la distribution des fournitures scolaires pour le domaine de l'éducation, la formation des agents de santé ou de centre de promotion sociale et la distribution de moustiquaires imprégnées pour le domaine de la santé. Dans le domaine de la santé, il y a en outre les appuis liés à la mise en place et l'organisation des mutuelles de santé comme approche d'appui collectif (5% des cas). Enfin, nous avons observé que dans le domaine des AGR, l'approche de financement collectif à travers les IES est plus développée (environ 75%) mais aussi des appuis individuels aux bénéficiaires qui représentent environ 25%.

3.2. Perceptions locales de l'intervention des projets pour la réduction de la pauvreté

Selon les résultats, seulement 15,5% des personnes interviewées ont déclaré avoir reçu des appuis des projets, bien que nous ayons dénombré plus de 60 projets qui sont intervenus dans les communes d'Agbangnizoun et de Zakpota depuis le début des années 2000. Pour certains, ce résultat serait dû au fait que ce sont les mêmes personnes qui sont sélectionnées pour être bénéficiaires chaque fois qu'il y a un nouveau projet. Mais pour d'autres, ce faible taux traduit une situation réelle. Cependant, on a constaté beaucoup de disparité dans la répartition de l'intervention de ces projets. Ainsi, dans la commune d'Agbangnizoun, les arrondissements de Tanvè et Kinta sont définis à forte intervention de projets ; ceux de Sinwé, Kpota, Sahè, Zoungoudo et Agbangnizoun à moyenne intervention de projets et ceux de Lissazounmè, Adingnigon et Adanhondjigon à faible intervention de projets. Dans la Commune de Zakpota, les arrondissements de Zakpota et Za-Tanta sont classés à forte intervention de projets ; ceux de Tindji, Kpozoun, Allahé, Houngomè et Assanlin à moyenne intervention de projets et seulement celui de Kpakpamè à faible intervention de projets.

Cependant, selon les résultats d'enquête, seulement 38,71% des projets ont totalement réussi leur mission et 61,29% ont eu des résultats mitigés. Mais, il est aussi heureux de constater qu'aux dires des enquêtés, aucun projet n'a totalement échoué même s'il y a 10% des réalisations en infrastructure liées aux interventions des projets qui sont des éléphants blancs. Ce sont presque toutes des infrastructures initiées par des projets du secteur public. En effet, aux dires des enquêtés, les projets d'initiatives privées ou des ONG ou de bailleurs de fonds étrangers connaissent plus de succès que ceux provenant du gouvernement ou des élus locaux. Par exemples dans un village de la commune d'Agbangnizoun, des cages flottantes ont été offertes à certains

pisciculteurs par un projet du ministère de l'agriculture qui sont en attente depuis plus d'un an d'être formés et à bénéficier des alevins pour développer les activités. Dans cette attente, plusieurs de ces cages sont dégradées et ont coulé. Dans la commune de Zakpota comme dans celle d'Agbangnizoun, un projet de mécanisation agricole initié par le même Ministère de l'Agriculture a octroyé des machines agricoles à certains petits producteurs alors que ce projet était destiné aux gros producteurs. Toutes ces machines sont des éléphants blancs aujourd'hui faute de formation des bénéficiaires, de proximité de centres de maintenance et de réparation et aussi par le biais lié à la politisation dans le choix des véritables bénéficiaires. Dans les deux communes, une autre initiative du gouvernement pour l'insertion des jeunes dans l'agriculture (projet d'installation des jeunes en agriculture sur des champs sécurisés) a échoué. Les bénéficiaires lient ces résultats au clientélisme politique des actions de ces projets qui conduisent beaucoup d'incohérence dans leur mise en œuvre et au non-respect des engagements.

Dans nos zones d'études, la perception des projets de développement sur la réduction de la pauvreté ou dans l'ascension socio-économique est plutôt pessimiste. L'analyse de la figure 2 montre que ce pessimisme est même plus élevé dans les zones à forte intervention de projet que dans les zones à faible intervention de projets. En effet, dans les zones à forte intervention de projets en moyenne 67,5% des enquêtés estiment que les projets ne contribuent pas véritablement à l'ascension socio-économique des individus tandis qu'ils sont 60% à avoir cette perception dans les zones à faible intervention de projets. Pour 60% des enquêtés dans toutes les zones concernées, cette perception pessimiste provient du fait que les projets sont perçus généralement comme gratuits avec des appuis qu'ils obtiennent sans effort et de ce fait beaucoup de bénéficiaires en abusent et en font du gaspillage. Ils estiment aussi que la gratuité des appuis ne conduit pas à la durabilité faute de moyens pour poursuivre les initiatives. Cependant, 25% des personnes enquêtées estiment que c'est le caractère ponctuel de certains projets qui ne les aide pas pour un mieux-être durable et parfois ils tombent encore plus bas que leur situation d'avant-projet faute de moyens de poursuivre les initiatives. L'extrait ci-après illustre bien les raisons de ce pessimisme :

« J'ai reçu des formations sur les bienfaits et l'utilité des engrais sur les cultures. Dans le temps on recevait gratuitement l'engrais et après la récolte on donne la mesure de maïs qui équivaut au prix de l'engrais. Mais c'était pendant un temps donné, juste après j'ai eu de difficulté à utiliser l'engrais dans mon champ par manque de moyens et j'ai abandonné ». Célestin de Zakpota

« Les projets, c'est une belle initiative, mais ils travaillent avec nous de façon ponctuelle, ils ne permettent pas de sortir vraiment et totalement de la pauvreté, ils nous permettent de nous sentir mieux pendant un temps puis

après on retombe dans notre pauvreté et on touche parfois beaucoup plus le fond. Il est vrai qu'on connaît beaucoup de choses très importantes (renforcement de capacité) sur comment faire le champ mais on ne peut rien mettre en pratique par manque de moyens ». A.Valentin bénéficiaire de projet AGR dans la commune d'Agbangnizoun.

Enfin, pour les projets d'AGR qui développent des volets de microcrédits, 15% des enquêtés lient leur pessimisme aux difficultés liées aux impayés de crédits surtout le harcèlement pour le remboursement qui conduit certains à même fuir de chez eux.

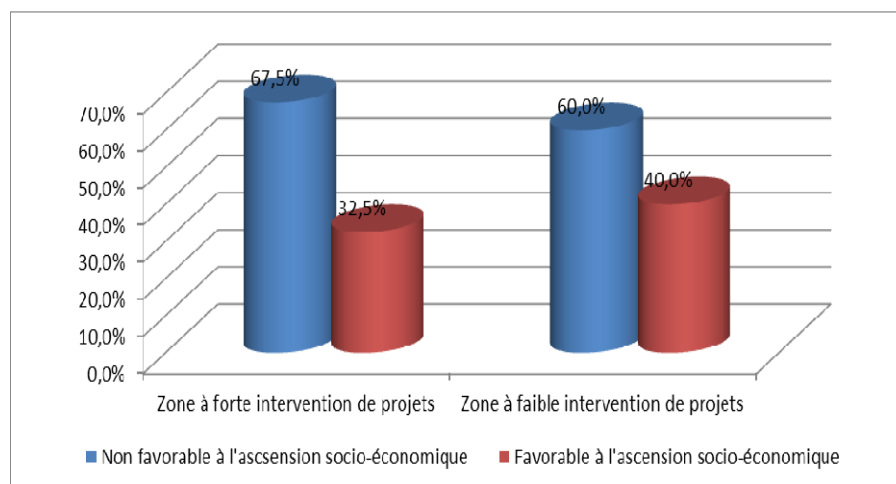


Figure 2 : perceptions locales de l'intervention des projets dans l'ascension socio-économique

3.3. Perception de l'effet des projets sur les conditions de vie des bénéficiaires ou l'ascension socio-économique

Les résultats d'enquêtes ont montré que 36% de personnes enquêtées estiment que les projets ont eu un impact positif dans l'amélioration de leurs conditions et peuvent favoriser dans certains cas leur ascension socio-économique.

Les deux extraits ci-après issus des récits de deux femmes bénéficiaires de projet dont l'une d'Agbangnizoun et l'autre de Zakpota illustrent combien l'appui des projets peut être bénéfique dans les stratégies de survie :

« Avant les projets j'avais des difficultés à nourrir mes enfants, je ne variaais pas les repas, par manque de moyens et on ne pouvait pas leur donner de petit déjeuner. L'ONG BØRNEfonden m'a permis de faire des prêts pour agrandir mon commerce et beaucoup de formations, ce qui a contribué à accroître mes bénéfices. Actuellement, les enfants prennent le petit déjeuner

avant d'aller à l'école, mangent à temps et à des heures régulières. J'ai senti réellement beaucoup de changement positif dans ma vie » W. L d'Agbagnizoun.

« Le projet The Hunger project m'a permis d'obtenir des prêts et d'agrandir mon petit commerce. Avec ces crédits et toutes ces formations, je gère mieux mon commerce, il y a maintenant la sérénité dans ma famille, elle arrive à manger à sa faim. C'est plus facile de joindre les deux bouts. J'arrive à envoyer mes enfants à l'école, à assurer leur petit déjeuner ». D.O. de Zakpota

Ces extraits montrent que les projets ont eu des impacts positifs sur l'amélioration des conditions de vie de certains bénéficiaires. En effet, c'est un fait que les projets améliorent le bien-être de ses bénéficiaires. Ils arrivent par ce biais à satisfaire les besoins de base de leurs familles. Cependant, aux dires des enquêtés, la plupart (98%) des bénéficiaires demeurent pauvres et n'ont pas connu une véritable ascension. D'un autre côté, certains ont connu plutôt de véritables chutes suite à l'intervention des projets. Il est aussi à souligner que 100% de ces cas sont liés aux impayés de microcrédits contractés et non remboursés auprès de projets développant des volets de microcrédits. Par ailleurs, ils reconnaissent que parfois ces impayés sont dus à de la mauvaise foi de certains bénéficiaires de crédits, mais dans certains cas c'est dû à certaines difficultés liées à la survie du ménage (problèmes de maladies, décès, mauvaise récolte due aux aléas climatiques, etc.). L'extrait ci-après illustre comment l'appui d'un projet peut conduire à la chute d'un bénéficiaire :

« J'ai adhéré à un groupement de où j'ai pu bénéficier d'un crédit de cent mille auprès d'une ONG qui m'a permis de financer mes AGR. Malgré tous mes efforts, la mort a fini par avoir raison de mon mari en début de l'année 2012. Je ne pouvais plus payer le crédit. De ce fait, le gestionnaire de crédit qui m'a amené à la brigade pour le remboursement. Ce fut l'un des moments les plus éprouvants de ma vie. D'autres personnes dans ces cas ont dû fuir le village ».

4. Discussion

Les résultats de recherche ont montré que plusieurs projets de développement interviennent en zone rurale sur les terres de barre du plateau d'Abomey, mais peu de personnes ont affirmé être touchées par les appuis des projets. Ceci contraste avec le qualificatif de « pays-projets » dévolu au Bénin et on est en droit de se demander à quoi ont servi toutes les mobilisations de fonds pour des projets de développement et la réduction de la pauvreté. Il confirme par ailleurs les conclusions de Fall (2007) qui disait que « le pauvre est un étranger de l'intérieur, il sert d'arguments de faire-valoir dans nombre de politiques publiques et privées et la rupture avec la position

du pauvre par un changement qualitatif de statut n'est pas une finalité de l'intervention sociale ». Ainsi, dans nombre de cas, le « pauvre » ne sert que d'arguments pour la mobilisation de ressources à d'autres fins stratégiques. De même, beaucoup de disparités sont notées entre les différentes zones qui sont parfois justifiées par la stigmatisation de certaines comme « zones difficiles et hostiles aux interventions » tandis que d'autres sont considérées comme « ouvertes aux initiatives extérieures ». En outre, ces interventions des projets ont connu un impact mitigé au regard du volume des interventions et de la perception des bénéficiaires sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Il est aussi ressorti que ce sont les projets d'initiatives publiques qui ont connu les effets les plus médiocres. Ceci nous amène à reposer les problèmes de l'efficacité de l'aide au développement et du rôle dévolu aux projets de développement dans la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement soulevés par plusieurs auteurs (Olivier De Sardan, 2003 ; Brunel, 2005 ; Bertin et al, 2007 ; Delcourt 2008 ; Tshuebue, 2011 ; Guillaumont et Wagner, 2013). Ce même constat a été fait par Diallo et Thuillier (2005) qui font remarquer que même si des résultats significatifs ont été obtenus depuis quelques années dans les secteurs de la santé et de l'éducation en Afrique, le succès des projets d'aide est généralement considéré comme médiocre eu égard aux sommes consacrées. En outre, selon les perceptions des bénéficiaires, cette situation est due à une faible adéquation entre l'offre et la demande de services de développement, mais aussi au clientélisme dans l'attribution des marchés et au fréquent détournement des appuis qui leur sont destinés. Ces perceptions sont en parfaite adéquation avec les conclusions de plusieurs analystes de développement (Olivier De Sardan, 2003 ; Olivier, 2004 ; Platteau, 2004 et Sane et al, 2011). Ainsi, pour Platteau (2004), la médiocre efficacité de nombreux projets de développement surtout gouvernementaux résulte du détournement fréquent de l'aide par les élites locales et partant de l'impossibilité des flux d'aide d'atteindre les bénéficiaires prévus et ce faisant d'alléger la pauvreté. En outre, selon Sane et al. (2011), c'est plutôt par manque d'adaptation aux réalités socio-culturelles que les projets de développement ne parviennent pas à enregistrer les résultats espérés. Enfin, pour Youker (1999), cet échec est aussi dû au manque de consensus sur les objectifs entre les parties prenantes et l'équipe de gestion du projet, une détermination insuffisante des principaux acteurs, une absence de planification, un faible niveau de feedback, une bureaucratie administrative tatillonne et un processus de gestion codifié par les bailleurs (Diallo et Thuillier, 2005). Dans le cadre de cette étude, même si les problèmes de planification et de bureaucratie n'ont pas été évoqués, on relève aussi bien des problèmes de consensus et d'inadéquation entre offre des projets et demande des bénéficiaires surtout liées à leur capacité réelle de

répliquer les innovations introduites ou à mettre en application les formations reçues.

En ce qui concerne les formations et les innovations que développent plusieurs projets, elles ne sont pas une mauvaise stratégie d'intervention. Mais les difficultés évoquées par certains bénéficiaires amènent à reposer les problèmes de capacité réelle de ces derniers à les répliquer dans leur contexte local. Ce même constat a été fait par Mai et Lebailly (2013) qui ont relevé que certains paysans vietnamiens ont affirmé ne pas pouvoir appliquer les connaissances acquises lors des formations parce qu'ils n'ont pas assez de ressources financières. Ainsi, au point de vue de Sen (1987), il est important de faire une analyse fine des capacités « capabilities » à développer par les acteurs mais aussi des contextes nécessaires pour leur mise en œuvre. Il ne s'agit pas d'acquérir une capacité, il faut aussi que les conditions de l'environnement institutionnel et social permettent de l'utiliser. En outre, comme le font certains projets, il faudra sortir totalement des appuis gratuits (sauf des situations humanitaires et d'urgences, ce qui n'est pas le cas ici) et opter pour des financements participatifs conjoints (bénéficiaires et projets) et éviter le clientélisme dans la mise en œuvre des projets.

Malgré les résultats mitigés des projets, le fait de noter l'utilisation d'approches participatives dans les interventions pour le développement pour les projets d'AGR est une bonne chose. Cependant, la conception des programmes d'éducation et de santé demeure une affaire de politique étatique à laquelle les acteurs à la base sont rarement associés. Donc une approche « top down » est toujours adoptée à ce niveau. C'est seulement à l'étape de construction d'infrastructures ou de leur gestion que les associations des parents d'élèves (APE) pour le domaine de l'éducation de même que les comités de gestion des centres de santé (COGECS) qui sont censés représenter les bénéficiaires sont associés. Cependant, les situations d'échecs notées et les perceptions pessimistes des bénéficiaires sont dues à des biais potentiels dans la conduite de ces processus de développement qui ne favorisent pas la prise en compte des réalités locales et des besoins réels et prioritaires des bénéficiaires. Même dans le domaine des AGR, la conduite d'approches participatives se fait de façon embryonnaire étant devenu un slogan pour la mobilisation des ressources au nom des plus pauvres (Olivier de Sardan, 2001 ; Fall, 2007). Elle se limite ici à faciliter l'installation de comités locaux qui servent d'interface entre les bénéficiaires et les gestionnaires de projet et même à régler certains conflits, ce qui n'est pas conforme à la conduite véritable d'une approche participative. Ainsi, Codjo (2014) appelle à questionner plutôt le rôle réel que jouent les comités locaux de gestion de développement. Elle a fait remarquer que plusieurs auteurs évoquent à leur encontre la logique de ruse comme stratégie de contournement des objectifs imposés à eux par les intervenants externes. Pour Mosse

(1993), l'installation de comités villageois lors des assemblées pose des questions de légitimation car ce sont surtout des personnes influentes et qui socialement ont le pouvoir de décision qui se positionnent. Dans certains cas même, à défaut d'influencer positivement la mise en œuvre des projets, ces comités contribuent à détourner complètement les objectifs du projet à leur profit au détriment de celui du grand nombre des bénéficiaires. Ainsi, Laurent (2008 : pp 60-61) en a fait une analyse minutieuse à partir de ses observations participantes sur des projets de développement dans un village mossi au Burkina Faso. L'auteur en arrive au constat que « des villageois mossi, confrontés à des projets de coopération au développement, ruseront avec les bailleurs de fonds. Ils détourneront complètement les projets de leurs objectifs initiaux afin de parvenir à leurs propres fins [...] ». Ceci conduit les observateurs extérieurs à conclure à un désastre financier des projets de développement là même où, à tout le contraire, les villageois évoquent des cas de réussite des projets dès lors qu'ils parviennent à les convertir en un fonds mutuelliste (Codjo, 214, p 27). On peut ainsi y ressortir un problème de participation réelle des bénéficiaires à la conception et la mise en œuvre des projets, ce qui en appelle au rôle réel des comités locaux de facilitation et de représentation.

En ce qui concerne la typologie des projets liées aux domaines d'intervention, bien que beaucoup de projets d'éducation, de santé et d'accès à l'eau aient été mis en œuvre dans notre zone d'étude, le constat d'une prédominance de projets visant la promotion d'activités génératrices de revenus est aussi salubre. Ceci traduit une certaine volonté des projets de renforcer le pouvoir économique des couches vulnérables pauvres en zone rurale. Ainsi, cet état de chose est en adéquation avec les remarques de Charmes (2005) qui souligne que la promotion d'AGR est devenue l'objectif de nombre de projets de développement ou d'actions d'ONG qui y consacrent prioritairement des ressources importantes à travers notamment des instruments tels que le microcrédit. Selon lui, ce fait constitue l'une des étapes d'une plus grande participation des femmes (empowerment) et leur facilite l'accès à des revenus personnels susceptibles de leur conférer une autonomie sociale. En effet, tous les témoignages reçus lors de cette étude confirment cette assertion. Cependant, aux dires des bénéficiaires, même si les actions de développement des AGR leur ont été bénéfiques, l'ascension vers une catégorie socio-économique supérieure n'est pas véritable. D'un autre côté, les situations de chute socioéconomique surtout liées aux impayés de crédits traduisent le revers des actions de promotion des AGR à travers les microcrédits. Or l'une des hypothèses clés des programmes de microfinance est qu'elle peut aider les pauvres, surtout les femmes à développer de nouvelles AGR en vue d'améliorer leurs conditions de vie (Mummidi, 2009). Selon Soulama (2005), à la capacité d'agir pour le développement de la microfinance

s'ajoutait une dimension universelle capable de répondre aux problèmes de sous-emploi et d'exclusion en général. Cependant, ce même auteur reconnaît que la microfinance ne recèle que des capacités limitées de transformation. En effet, il souligne que la nature et la taille des opérations ne permettent pas de modifier de façon notable les conditions économiques des bénéficiaires. Ainsi, bien qu'elle constitue un instrument de lutte contre la pauvreté, la microfinance ne peut résoudre à elle seule les problèmes du sous-développement et de l'exclusion. En effet, les facteurs qui concourent à la situation des impayés de crédits tels que cela ressort des témoignages à savoir : les décès, les maladies, les mauvaises productions, etc. ne pourraient être résolues par le système de microfinance bien que dans certains cas les épargnes sont encouragées afin de surmonter les moments de vulnérabilité et de chocs. De ce qui précède, il est important d'entrevoir la nécessité de promouvoir les systèmes d'assurance (maladie et pour les AGR) qui répondent aux besoins réels des populations à la base. Pour le moment, la promotion des mutuelles telle que pratiquée aujourd'hui doit être mieux contextualisée avec des outils adaptés et plus élargis.

5. Conclusions

Cette étude a révélé une forte intervention des projets de développement en zone rurale sur terre de barre du plateau d'Abomey. Cependant, beaucoup de disparités s'observent dans l'intervention des projets. Ainsi, certaines zones sont à fortes interventions de projets tandis que d'autres sont faiblement touchées par les projets. En outre, ces interventions sont majoritairement orientées sur le domaine de promotion des activités génératrices de revenus afin de favoriser une croissance du revenu dans les ménages, mais aussi dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de la promotion des droits des enfants et des femmes. Cependant, bien qu'il y ait une généralisation des approches participatives dans la mise en œuvre des projets et que des succès aient été enregistrés dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, la majorité des populations n'y ont pas accès et les résultats sont globalement mitigés. D'un autre côté, les perceptions des bénéficiaires dans la contribution des projets à leur ascension socio-économique est pessimiste. Les bénéficiaires estiment que l'appui des projets permet de régler des problèmes circonstanciels, mais ne peuvent conduire à un changement positif durable dans leur mieux-être. Les facteurs évoqués pour étayer ces perceptions est la gratuité liée aux appuis des projets, leur caractère ponctuel et les effets néfastes liés aux impayés de crédits développés par les projets à volet microfinance. De ce fait, il est important de développer des projets novateurs qui intègrent une participation plus large et la prise en compte des besoins réels des bénéficiaires et leur potentialité réelle aussi bien dans la

conception que la mise en œuvre et opter pour un financement participatif dans la mise en œuvre des projets.

6. Références bibliographiques

- Amouzou, E., 2010. *Le mythe du développement durable en Afrique noire*, L'Harmattan, Paris, 271 p., (ebook).
- Banerjee A. V., Duflo E., 2009. "The experimental approach to development economics", *Annual review of economics*, vol. 1, pp. 151-178.
- Banque Mondiale, 2010. *Rapport de suivi mondial, Les OMD après la crise*.
- Bertaux, D. 2003. *Les récits de vie*. Paris : Nathan Université.
- Bierschenk, T. et al, 2000. *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*. Paris, APAD, ed. Hommes et Sociétés, 328 p.
- Bourguignon, F. et al, 2008. *Millennium Development Goals at midpoint: where do we stand and where do we need to go? European Report on Development*.
- Burrick, D., 2010. *Une épistémologie du récit de vie*, Doctorante, Université de Mons.
- Campbell, B., 2010. « Les modèles politiques sous-jacents à la lutte contre la pauvreté », Université de Montréal, Congrès de l'ACFAS.
- Carothers T., Gramont de D. 2013. *Development aid confronts politics: the almost revolution*, Washington DC, Carnegie endowment for international peace.
- Chambers R., 1994. The Origins and Practice of the Participatory Rural Appraisal; Institute of Development Studies, Brighton; *World Development*, pp. 953-969.
- Chambers, R., 1992. *Rural appraisal: Rapid, relaxed and participatory*, discussion paper 311.
- Charmes, J., 2005. Activités Génératrices de revenus, contraintes d'emplois du temps et participation des femmes : des dynamiques contradictoires. *Sciences sociales et santé*, vol. 23, n°4, pp. 71-77.
- Chokor, A. C., 2004. Perception and response to the challenge of poverty and environmental resource degradation in rural Nigeria. *Journal of Environmental Psychology*, pp. 305-308,
- Codjo, C.B., 2014. *Les pratiques de solidarité dans les associations féminines au Sud du Bénin : Les stratégies endogènes de réduction de la pauvreté et d'empowerment des femmes*, Thèse de doctorat, UCL.
- Delcourt, L., 2008. Aide au développement de l'Union européenne : Perspective critique, *Editorial ALTERNATIVES SUD*, Vol. 15-2008 / 7.
- Diallo, A., et Thuillier, D., 2005. Une analyse de la perception des coordinateurs de projets de développement en Afrique. *Régions et Développement*, n°22.
- Dionne, L., 2009. *Analyser et comprendre le phénomène de la collaboration entre enseignants par la théorie enracinée : regard épistémologique et méthodologique*, in *Recherches Qualitatives*, 28(1), Ottawa, (document en ligne), pp. 76-105, URL: <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>
- Duflo, C., 2009. *Le Laboratoire d'Actions contre la Pauvreté « poverty Action Lab- Translation research into action »*,
- Fall, S. A., 2007. *Perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, édition Karthala.

- Gabas, J.J. et Laporte, C., 2012. « La pauvreté dans l'agenda des Nations unies », CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], consulté le 23/01/2015, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part4/la-pauvrete-dans-lagenda-des-nations-unies>.
- Geronimi et al., 2008. *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXIe siècle*, GEMDEV, Paris, Karthala,
- Guillaumont, P. et Wagner L., 2013. L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays, *Revue d'économie du Développement*,
- Institut National de Statistiques et de l'Analyse Economique (INSAE), 2011. *Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des Ménages*, 2ème édition.
- Lagneau-Ymonet P., 2013. « Abhijit V. Banerjee, Esther Duflo, Repenser la pauvreté », *Travail et emploi* 3/ 2013 (n° 135), pp. 73-77, URL : www.cairn.info/revue-travail-et-emploi-2013-3-page-73.htm.
- Laurent, P.J., 2008. *Une association de développement en pays mossi. Le don comme ruse*, Karthala, Paris, 294 p.
- Lemay, C., 2011. « Un projet de microfinance par l'ONG Kilabo au Mali : l'effet communautaire » Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en géographie.
- Long, N. et Long, A. 1992. *Battlefields of knowledge*, London, 1992, 305 p.
- Mai, L.P. et Lebailly Ph., 2013. *Limites des stratégies de réduction de la pauvreté : le cas de la province de Hoa Binh*, XXIXème Journées du Développement ATM 2013 « Economie informelle et développement : emploi, financement et régulations dans un contexte de crises », 14 p.
- Mansuri, G. et Rao, V., 2003. "Evaluating Community Driven Development: A Review of the Evidence." *Development Research Group, Banque mondiale*, Washington, D.C.
- Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), 2007. *Rapport synthèse de la mission conjointe de suivi des projets et programmes de développement agricole*.
- Mongbo, L. R. et Floquet, A., 2003. *Poverty assessment, Investigations qualitatives, rapport de la zone sud Bénin, étude de la Banque Mondiale*.
- Mosse, D., 1993. "Autorité, genre et savoir : réflexions théoriques sur la pratique du diagnostic participatif en milieu rural".
- Mummidi, T., 2009. *Women and Income Generating Activities: Understanding Motivations by Priorities Skill, Knowledge and Capabilities*. Working paper 1, RUME.
- Narayan D., et al., 2000a. « *Can anyone hear us? Voices from 47 countries* », *Voices of the poor*, volume 1, Oxford University Press, World Bank.
- Narayan D., et al., 2000b. « *Crying out for Change* », *Voices of the poor*, volume 2, Oxford University Press, World Bank.
- Ndikumana, L., 2012. Appliquer l'évaluation à l'aide au développement: une solution pour combler le fossé micro-macro de l'efficacité de l'aide ? *Applying Evaluation to Development and Aid: Can Evaluation Bridge the Micro-macro*

- Gaps in Aid Effectiveness? *Revue d'économie du développement*, 2012/4 (Vol. 20), De Boeck Supérieur, pp. 125-153 .
- Nganda Afumba J. P. 2011. *Dynamique associative et réduction de la pauvreté rurale: une étude comparative de villages inégalement couverts par des Organisations Non Gouvernementales dans la province du Bandundu et dans l'hinterland de Kinshasa* (thèse de doctorat). Université de Liège - Gembloux Agro-Tech, 182 p.
- Olivier de Sardan, J. P., 2001. "Les trois approches en anthropologie du développement", dans *Revue du Tiers Monde*. Tome XLII, n°168 ; Octobre-décembre, pp. 729-754.
- Olivier de Sardan, J. P., 2003. *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à l'usage des étudiants*, LASDEL.
- Olivier, G., 2004. *L'aide publique au développement, un outil à réinventer*, ed Charles Léopold Mayer.
- Platteau, J.P., 2004. « Le développement décentralisé, stratégie de réduction de la pauvreté ? », *Afrique Contemporaine* 2004/3, n°211, 230 p.
- Platteau, J.P., 2013. *Le développement décentralisé, stratégie de réduction de la pauvreté ?* *Revue d'économie du développement*, 220 p.
- Ravallion M., 2012. "Fighting poverty one experiment at a time: Poor economics: a radical rethinking of the way to fight global poverty: review essay", *Journal of economic literature*, vol. 50, n° 1, pp. 103-114.
- Sane, A. et al, 2011. *Le rôle du gouvernement dans l'économie sociale et ses politiques de coopération internationale pour le développement régional*. Saussey, M., 2011. *Initiatives féminines et économie sociale et solidaire dans la production du beurre de karité au Burkina Faso*, in Guérin Isabelle, Hersent Madeleine et Fraisse Laurent, Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale, Erès, pp. 107-128.
- Sen, A., 1987. *Comodities and capabilities*, New Delhi, Oxford University Press.
- Soulama, S., 2005. *Microfinance, pauvreté et développement*, Agence Universitaire de la Francophonie, Editions des archives Contemporaines, 166 p.
- Tshiebue, G. N., 2011. *Projet de développement agricole, Dynamiques paysannes et sécurité alimentaire: Essais d'analyse transversal et systémique de la rencontre entre les Actions globales et les Initiatives locales au Kasai Occidental*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales, Faculté des Sciences Economiques, Sociales, Politique et de Communication, Université Catholique de Louvain.
- Youker, R., 1999. "Managing International Development Project: Lessons Learned". *Project Management Journal*, Vol 30-32, pp. 6-7.

SUMMARY

Intervention of development projects in rural area on the Abomey plateau: typology, approaches and perception of their impact on poverty.

In order to alleviate poverty in developing countries, several projects were developed and used to collect important financing on behalf of poor rural population. However, it is necessary to carry out a global evaluation of their real contributions in

improvement of living standard of beneficiary population according to their own perception. This survey which was done in four villages in rural area of bar land of Abomey plateau was devoted to the determination of projects' typology, the approaches used and the beneficiaries' perceptions on the projects' contribution in their socio-economic growth. It results a poor impact on rural beneficiaries, a big gap in the interventions and a pessimistic perception of beneficiaries according to the projects' contribution in their socio-economic progress. There is also a focusing on the interventions in the domains of promotion of income generating activities, education and accessorily of health, water as well as children and women right. Nevertheless, we noticed the use of "top-down approaches, mainly for projects of education and health and the use of participative approaches for water and income generating activities. But that participation is still embryonic because it consists just in setting up and collaborating with local committees of beneficiaries with all its after-effects. Moreover it was noticed some positive impacts of the projects' contributions in improving some beneficiaries' well-being even if there are few and not sustainable. So it is necessary to rethink the interventions of projects to alleviate poverty.